

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



85/34

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DE
DOUGLAS ROCHE, AMBASSADEUR AU
DÉSARMEMENT, DEVANT LES MEMBRES
DU GROUPE PROJECT PLOUGHSHARES,
UNIVERSITÉ DE L'ÎLE-DU-PRINCE-
ÉDOUARD

'L'IMPORTANCE DU MOUVEMENT
PACIFISTE AU CANADA'

CHARLOTTETOWN

LE 16 JUIN 1985

-- Au mois d'avril, 80 000 personnes participaient à Vancouver à la marche annuelle pour la paix, parrainée par le groupe End the Arms Race.

-- La semaine dernière, à Winnipeg, la quatrième marche annuelle pour la paix, organisée par le Comité de coordination de cette ville pour le désarmement, attirait 30 000 personnes.

-- Dix mille étudiants du secondaire ont pris part à une imposante manifestation pour la paix, devant l'hôtel de ville de Toronto.

-- En juin, plus de 300 femmes, venues des quatre coins du Canada se rendent à Halifax pour assister pendant cinq jours à une Conférence internationale des femmes, axée sur la recherche de nouveaux modes de négociations de la paix.

Ce ne sont là que quelques exemples de la ferveur qui anime le mouvement pacifiste au Canada depuis le début des années 80.

Préoccupées par le surarmement de la planète, des milliers de personnes, partout au pays, adhèrent à une multitude d'organismes pour demander que l'on mette immédiatement un terme à la spirale ascendante d'un armement toujours plus sophistiqué et dévastateur.

Le mouvement pacifiste canadien prend de l'ampleur et gagne sans cesse de nouveaux appuis. Souvent rejeté dans les années 60, sous prétexte qu'il représentait l'opinion d'une minorité de radicaux de gauche, le mouvement pacifiste, animé par des organisations pionnières comme Project Ploughshares et Operation Dismantle, compte maintenant des sympathisants de tous âges et de tous horizons.

C'est ainsi que des avocats, des médecins, des enseignants, des étudiants et des scientifiques et d'innombrables autres personnes ont créé des associations qui leur permettent d'unir leurs efforts pour aider le public et les politiciens à comprendre la menace que les arsenaux conventionnels et nucléaires font peser sur le monde.

Le phénomène nouveau que constitue l'élargissement du mouvement reflète l'universalité de la menace nucléaire et montre bien que chacun, dorénavant, se sent concerné par le débat sur les armes nucléaires et conventionnelles. Les Canadiens, par l'entremise du mouvement pacifiste, veulent participer à l'élaboration de leur avenir.

Depuis le début des années 80, les groupes en faveur du désarmement se rassemblent et se développent d'un bout à l'autre du pays. Il y a aujourd'hui à Montréal, Toronto, Hamilton, Winnipeg, Calgary, Edmonton et Vancouver, des réseaux pour le désarmement qui représentent des centaines d'organisations et des dizaines de milliers de personnes.

L'expansion du mouvement pacifiste est tout à fait remarquable. Par exemple, le réseau de Toronto pour le désarmement, qui comptait 15 organisations membres lors de sa création au début de 1982, en rassemble maintenant plus de 70. À Vancouver, le groupe End the Arms Race, né à la même époque, représente 200 organisations, dont des Églises, des travailleurs, des groupes communautaires et des associations professionnelles.

Le mouvement pacifiste prend une envergure nationale. En novembre, Toronto sera le théâtre de la première tentative de coalition nationale des groupes pacifistes. Cette conférence, qui bénéficiera d'une subvention de 25 000 \$ accordée par le Fonds pour le désarmement du ministère des Affaires extérieures pour le désarmement, rassemblera plus de 300 délégués des principaux groupes pacifistes du pays.

Réalistes, les pacifistes du Canada savent combien il est vain de penser que l'on peut accumuler sans cesse d'immenses arsenaux nucléaires et conventionnels sans jamais les utiliser. C'est pourquoi ils exhortent tous les gouvernements à prendre conscience de la nouvelle réalité mondiale, qui commande de remplacer la confrontation par la coopération dans la conduite des relations internationales.

* * *

Si les marches et les protestations retiennent le plus l'attention des médias, ce sont en fait les activités de sensibilisation du mouvement pacifiste qui ont les effets les plus importants. Ainsi, le mouvement pacifiste ne fait pas que changer les perceptions; il influence l'opinion partout au pays en éduquant le public. Le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, reconnaissait d'ailleurs ce pouvoir quand il disait:

"Le mouvement pacifiste canadien joue un rôle essentiel dans le nouveau dialogue canadien, dans la mesure où il ne se borne pas à mettre en question les politiques, mais aussi nos hypothèses de base, qu'il nous force à examiner de plus près."

Le mouvement pacifiste a su donner de l'espoir et un certaine force aux gens qui étaient effrayés par l'orientation inquiétante des relations internationales et qui se sentaient isolés. Dans un pays aussi vaste que le Canada, le mouvement pacifiste joue un rôle essentiel dans la mesure où il rassemble, de Charlottetown à Whitehorse, les groupes et les personnes autour d'un objectif commun qui est de préserver la vie sur notre planète.

Le Premier ministre, M. Brian Mulroney, a lui aussi appuyé les démarches des groupes pacifistes. Voici d'ailleurs ce qu'il a déclaré à ce sujet en décembre dernier à la Chambre des communes:

"Je les exhorte à ne pas fléchir dans leurs efforts (car)... les pressions exercées par des personnes respectables qui travaillent pour la paix sont le gage le plus sûr qu'une démocratie est saine."

Le gouvernement est sérieux quand il affirme se soucier de l'opinion des Canadiens, comme en atteste à l'évidence la publication du Livre vert, qui constitue le premier examen public des relations internationales du Canada. À cet égard, permettez-moi de rappeler comment M. Clark voit ce processus et l'avenir de la politique extérieure du Canada:

"... cela ne doit pas être réservé aux bureaucrates et aux parlementaires, mais bien refléter les opinions et les convictions du public canadien dans son ensemble."

Le Livre vert a précisément pour but de faciliter l'examen public de l'orientation que prendront les relations extérieures du Canada. Rares sont les pays, s'il y en a, qui ont invité leurs citoyens à participer si ouvertement à l'élaboration de leur politique étrangère.

Le 12 juin, le Parlement a approuvé la création d'un Comité mixte spécial de la Chambre et du Sénat chargé d'étudier le Livre vert. Avant de soumettre, au plus tard le 23 août, un rapport provisoire sur l'initiative de défense stratégique des Etats-Unis et les relations commerciales canado-américaines, et son rapport final qui doit être prêt d'ici le 31 mai 1986, le Comité recueillera les opinions des Canadiens de toutes les régions du pays. Les idées et les avis des citoyens seront en effet un élément essentiel du processus d'examen, comme M. Clark le dit dans l'avant-propos du Livre vert:

"J'encourage tous les Canadiens qui s'intéressent à l'avenir de leur pays et à la contribution que le Canada peut apporter à l'édification d'un monde plus sûr, plus prospère et plus humain à participer aux audiences qui se tiendront aux quatre coins du pays et à faire connaître leurs vues".

Mais là ne s'arrêtent pas les mesures prises par le gouvernement pour encourager le public à se prononcer sur le contrôle des armements et le désarmement.

En effet, en ma qualité d'ambassadeur au désarmement, j'ai remis sur pied le Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements, qui se compose de représentants d'organisations non gouvernementales, d'universitaires et de particuliers s'intéressant à la question, soit en tout plus de 50 personnes qui se réunissent régulièrement pour discuter et conseiller le gouvernement en la matière. Le groupe a tenu une réunion générale en novembre et une réunion d'un sous-groupe en avril.

La réunion générale de novembre portait sur toutes sortes de questions, depuis le rôle et l'influence du Canada à Washington, à Moscou, au sein de l'OTAN et des Nations Unies, jusqu'à l'étude méticuleuse de l'ordre du jour en matière de désarmement et de contrôle des armements, qu'il s'agisse d'armes chimiques ou de non-prolifération des armes nucléaires.

En avril, un sous-groupe s'est réuni pour discuter en profondeur de la façon dont le Canada abordera la troisième conférence des Parties chargées de l'examen du Traité de non-prolifération, qui aura lieu prochainement. La question de l'IDS a également été discutée. Certains membres du sous-groupe ont rédigé une déclaration exprimant leur inquiétude devant les efforts déployés par les superpuissances pour se doter de systèmes de défense anti-missile balistique et devant les risques que cela présente pour les négociations en matière de contrôle des armements et pour les accords en vigueur, particulièrement pour le Traité sur la limitation des systèmes de missiles anti-missiles.

Le Groupe consultatif tiendra l'automne prochain une réunion générale de trois jours pour étudier le rôle du Canada au sein des tribunes de négociations multilatérales, notamment la Conférence sur le désarmement à Genève, la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, les Négociations de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces et la Première commission des Nations Unies, à New York.

Le ministère des Affaires extérieures accorde chaque année une subvention de 100 000 \$ pour appuyer les activités de recherches et d'information du public menées par le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, qui est un organisme privé.

En outre, l'aide accordée par le Ministère à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiale, récemment créé, sera portée de 1,5 million à 5 millions de dollars au cours des cinq prochaines années. Administré par un conseil composé de 15 éminents Canadiens, et présidé par William Barton, lui-même secondé de son directeur exécutif, Geoffrey Pearson, l'Institut financera et mettra sur pied des programmes de recherche et d'information visant à relever le niveau de connaissance des Canadiens et à enrichir le débat sur toutes les questions se rapportant à la paix et à la sécurité internationales.

En 1979, le ministère des Affaires extérieures a créé un Fonds pour le désarmement dans l'intention de stimuler au Canada la discussion, la recherche et la diffusion d'information sur les questions de contrôle des armements et de désarmement.

Depuis, le Fonds a distribué 1,5 million de dollars à 149 bénéficiaires, dont divers groupes canadiens éminents, des organisations non gouvernementales et des universités dans pratiquement toutes les provinces. Cette forme unique d'encouragement à l'expression de l'opinion publique vient de faire l'objet d'un rapport détaillé.

Ainsi, grâce au Fonds pour le désarmement, qui a fourni l'an dernier pour 753 000 \$ de subventions à 53 groupes:

- Des chercheurs de l'Institut de droit aérien et spatial de l'Université McGill travaillent à des projets de recherche dans le domaine du contrôle des armements, du désarmement et de l'espace extra-atmosphérique.

- Le Prairie Christian Training Centre, de Fort Qu'Appelle en Saskatchewan, a pu tenir un atelier réunissant les pacifistes de la région des Prairies.

- Le groupe Project Ploughshares a entrepris des projets de recherche et de documentation et a préparé des publications et une conférence nationale sur le thème "Désarmement et développement".

- La Faculté des arts de l'Université de Moncton prépare une conférence internationale qui aura pour thème "La politique, les armes et la paix; le développement et la paix, l'éducation et la paix".

* * *

Le mouvement pacifiste au Canada jouit d'une situation privilégiée. En effet, de par la nature démocratique de notre système politique, le gouvernement non seulement est sensible à l'opinion publique, mais il y réagit, ce qui n'est pas le cas dans bien des pays. C'est pourquoi le mouvement pacifiste canadien a une responsabilité particulière. Il ne doit pas se limiter à exprimer vigoureusement ses inquiétudes; il doit également conseiller de son mieux le gouvernement sur les questions de désarmement et de contrôle des armements, en continuant à exprimer des opinions équilibrées et solidement documentées.

Il existe plusieurs façons de faire connaître son opinion, que se soit en participant à des marches et à des campagnes de lettres, ou en rencontrant les députés. Grâce au Fonds pour le désarmement, au nouvel Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, et au processus d'examen de la politique étrangère, le public a l'occasion d'élargir les perspectives du débat et de proposer de nouvelles approches.

Les Canadiens, que se soit par le truchement du mouvement pacifiste ou à titre personnel, se doivent de répondre aux questions soulevées dans le Livre vert et de relever les défis qui y sont posés. Le Premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures les y ont invités on ne peut plus clairement et à maintes reprises. À mon tour, je tiens à rappeler à tous les Canadiens concernés, comme l'indique le Livre vert, que:

"... l'impératif de la sécurité à des niveaux d'armements nucléaires moindres exige qu'aucune proposition ou réflexion sur une solution possible ne soit rejetée sans avoir été soigneusement étudiée."

Les Canadiens doivent donc profiter de ce processus d'examen pour faire connaître leurs inquiétudes, leurs opinions, mais, par-dessus tout, leurs idées.

La recherche de la paix n'est pas la responsabilité d'une personne ou d'un pays. Elle dépend étroitement de la coopération de tous. À cet égard, le mouvement pacifiste canadien est un instrument indispensable à l'établissement d'une sécurité mondiale véritable.